

505LH274/15

6152

(1939)

Avances du Trésor à la S.N.C.F. - Répercussions
de la proposition de loi LANDRY renforçant le contrôle
parlementaire

Lettres de la S.N.C.F. aux Ministres des Finances et des T.P.25. 5.39

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Services Financiers

D 9140 - 3

COPIE

25 mai 1939

Monsieur le Ministre,

Ainsi que vous le savez, une proposition de loi a été récemment déposée sur le Bureau de la Chambre des Députés par M. LANDRY, en vue de tendre à renforcer le contrôle parlementaire des dépenses publiques (Documents Parlementaires 1939 - Chambre des Députés - n° 5439).

Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que, si cette proposition était adoptée dans la forme prévue par son auteur, elle risquerait, dans les circonstances présentes, de rendre impossible le fonctionnement de la trésorerie de la S.N.C.F.

Le texte de l'article 1er de la proposition, de même d'ailleurs que celui de l'article 131 de la Loi du 16 avril 1930, actuellement en vigueur, prévoit que les dépenses de l'Etat, auxquelles sont assimilées les avances qu'il consent, doivent être autorisées par la Loi. C'est bien le cas des avances à la S.N.C.F. prévues par les articles 25 et 27 de la Convention de 1937, puisque les articles 8 et 9 du Décret du 31 août 1937, qui vaut Loi, ont précisément pour but, l'un de fixer les conditions préalables à l'octroi des avances de l'article 25, l'autre d'autoriser le Ministre des Finances à consentir les avances de l'article 27. Sur ce point, l'adoption de la proposition visée n'apporterait donc pas de changement au régime actuel.

Mais il en est autrement en ce qui concerne l'article 2 de la proposition, dont l'adoption aurait pour conséquence l'inscription au budget des avances à consentir à la S.N.C.F.

Certes, pour les avances de l'article 25, cette modification serait sans inconvénient grave pour la S.N.C.F., puisque le chiffre correspondant qui est d'ores et déjà fixé par la loi de finances, est au moins connu, quant à son ordre de grandeur, lors du vote de la loi de finances.

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics.-

Au contraire, pour les avances de l'article 27, qui ont le caractère d'avances temporaires de trésorerie, le statut en vigueur se trouverait profondément modifié. Si, en effet, le chiffre des avances de cette nature, supposé inscrit au budget d'un exercice, venait à être atteint au cours de cet exercice, et si de nouvelles avances s'avéraient nécessaires aucun moyen ne serait laissé au Trésor de consentir ces avances supplémentaires sans une nouvelle délibération du Parlement. Les délais qui en résulteraient seraient susceptibles, en certaines occasions, de mettre la S.N.C.F. en situation de ne pouvoir faire face à ses engagements. Indépendamment de toutes autres causes de variations de nos besoins de trésorerie, l'existence même de notre importante dette à court terme est de nature à donner un caractère très aléatoire à toutes nos prévisions de trésorerie et, à moins de prévoir au budget un montant d'avances très élevé, intégrant la totalité de cette dette, la S.N.C.F. perdrait la sécurité financière qui est un des éléments fondamentaux de son fonctionnement. Son crédit lui-même s'en trouverait diminué.

Sans doute, l'article 9 du décret-loi du 31 août 1937 prévoit lui-même qu'à dater du 1er janvier 1943, le maximum des avances de l'article 27 à consentir au titre de l'exercice sera fixé par la loi de finances. Mais, sans préjudice des difficultés analogues que ne manquera pas de soulever, le moment venu, la mise en application de cette disposition, il convient de remarquer que l'entrée en vigueur de cette dernière n'a été prévue qu'à une époque où la S.N.C.F. aurait intégralement réalisé l'équilibre de son budget et où, par conséquent, le besoin d'une importante dette à court terme n'apparaîtrait plus.

Si vous êtes d'accord sur la gravité des inconvénients qu'entraînerait, pour la S.N.C.F., l'adoption de la proposition de loi de M. LANDRY, je vous serais très obligé de vouloir bien, lors de sa discussion, intervenir en vue de faire écarter du champ d'application de ses dispositions les avances à la S.N.C.F. prévues par l'article 27 de la Convention du 31 août 1937.

J'adresse copie de la présente lettre à Monsieur le Ministre des Finances.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : GUINAND.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

25 mai 1939

D. 9140 - 3

Monsieur le Ministre.

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint copie d'une lettre que j'adresse ce jour à M. le Ministre des Travaux Publics au sujet de la proposition de loi présentée par M. LANDRY, tendant à renforcer le contrôle parlementaire des dépenses publiques.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

signé : GUINAND

Monsieur le Ministre des FINANCES.-